

Rwandais hutu, levons-nous pour faire le nécessaire.

F. Xavier Hangimana, Ijambo n° 61, 1 novembre 1993, pages 1, 4 et 16.

Dans son allocution de clôture des manifestations du 23/10/1993 de soutien au peuple burundais, M. Froduald Karamira, deuxième vice-président du MDR, en appelle à l'union des Hutu contre le danger commun orchestré depuis des années par les Tutsi antidémocratiques qui veulent dominer les autres Rwandais. Il manifeste sa crainte que les putschistes burundais servent d'exemple au FPR-Inkotanyi. M. Karamira fustige M. Twagiramungu et sa clique pour leur alliance avec le FPR.

Dans le cerveau de Mme Agathe UWILINGIYIMANA grouillent des vermisseaux.
F. Xavier Hangimana, Ijambo n° 61, 1 novembre 1993, pages 1 et 13.

Le Premier ministre, Mme Uwilingiyimana, a promis au MRND la nomination des préfets des préfectures alors que le MDR s'y oppose. Arrivée en territoire du FPR, elle se contredit, admettant que son gouvernement est démissionnaire. De retour à Kigali, le 19/10/1993, tout en sachant qu'elle est démissionnaire, elle élabore le projet de loi de liquidation de la Caisse d'Epargne du Rwanda (CER) en vue de couvrir les partisans du MRND qui ont vidé cette caisse. Au cours du congrès du MDR, le 28/8/1993 à Butare, Mme le Premier ministre a déclaré à M. Hangimana son opposition au principe d'exclusion de quiconque de son parti, que même la loi sur les partis politiques ne peut le prévoir. Pour démentir cette affirmation, M. Hangimana a écrit que la loi n° 28/91 du 18/6/1991 sur les partis politiques, en son article 14, stipule que les statuts d'un parti doivent mentionner les conditions d'adhésion, de démission et d'exclusion de ses membres.

Le plan Arthémon SIMBANANIYE d'extermination des Hutu.
Ijambo n° 61, 1 novembre 1993, page 2.

"Ijambo" reproduit un rapport politique que le ministre burundais de l'Information en 1968, M. Martin Ndayahoze, a adressé au président de la République du Burundi. Le rapport étale le plan dit "Arthémon Simbananiye" d'extermination des Hutu en cette même année. Il disait que ce programme visait l'instauration d'un certain "apartheid" au Burundi et que sa réalisation s'opérerait en trois étapes : semer la haine entre les ethnies en noircissant fortement quelques grands intellectuels hutu, faire disparaître physiquement le président pour plonger le pays dans la confusion et la colère et, tablant sur les faux bruits déjà en circulation, crier "haro" sur les Hutu pour récidive de 1965 (document en français).

BURUNDI : NDADAYE assassiné, les Rwandais hutu croisent toujours les bras!
F. Xavier Hangimana, Ijambo n° 61, 1 novembre 1993, pages 3 et 16.

En 1958, des Tutsi ont dit qu'ils n'avaient aucun rapport avec les Hutu; après que ceux-ci aient pris le pouvoir, ils ont oublié ces propos. Alors qu'au Rwanda et au Burundi le mot "unité" faisait le refrain, les Tutsi viennent de prouver leur méchante nature. Ceux qui ont renversé le président Ndadaye n'ont même pas pu lui trouver un motif d'accusation; les Rwandais tutsi se sont félicités de cet acte au moment où les Hutu étaient plongés dans un deuil profond. Après ces mots de Hangimana, une de ses recommandations est libellé comme suit : le président Habyarimana doit déclencher la guerre contre le Burundi, l'armée rwandaise sous l'insigne PALIPEHUTU, et pour ce faire, il doit se débarrasser des complices du FPR tels que Mme Agathe, pour investir un Premier ministre pro-PARMEHUTU, en la personne de M. Kambanda; le partisan du FPR, M. Twagiramungu n'est pas indiqué pour combattre ces assaillants "Upronistes".

Marche de démocratie à Butare : invitation aux partisans à recouvrer ce qui leur revient. F.X. Hangimana, Ijambo n°61, 1 novembre 1993, p. 5 à 12.

Le 17/10/1993, une grande foule de partisans du MDR de tous les horizons s'est réunie au stade Huye, à Butare, dans l'objectif de bannir le préfet de la préfecture de Butare qui se montre pro-UNAR. Aux pages 7 à 12 "Ijambo" publie les allocutions de ce jour de MM. Athanase Sebucocero, Jean Kambanda et Donat Murego, respectivement vice-président du MDR-Butare, président du MDR-Butare et Secrétaire Exécutif du MDR. Le premier a invité les partisans à se préparer à aller expulser ceux qu'il appelle les "voleurs des ministères" car ils s'en sont indûment emparés. Le deuxième fait la chronologie de la trahison de M. Twagiramungu contre le MDR-PARMEHUTU rénové; ce Twagiramungu s'était même opposé à sa relance. Le troisième revient sur l'héritage socio-politique que le MDR puise du MDR-PARMEHUTU et sur les bienfaits de la Révolution sociale de 1959 que les Hutu, les Tutsi et les Twa soumis aux féodo-monarchistes, devront garder. Il a aussi fustigé le président Habyarimana disant qu'il s'est servi d'une poignée de faux partisans du MDR pour détruire ce dernier, mais sans succès.

CESTRAR : MUNYAKAZI gagne le procès.

Ijambo n° 61, 1 novembre 1993, pages 14 et 15.

"Ijambo" nous apprend que M. Léopold Munyakazi, Secrétaire général de la CESTRAR, accusé de mauvaise gestion est victime d'un complot monté par le Comité Directeur de 17 personnes à majorité pro-MRND qui ont la mission de ramener la Centrale des Syndicats des Travailleurs du Rwanda (CESTRAR) sous l'influence de ce parti. C'est dans cette optique que ses 3 collègues membres du Bureau Exécutif, MM. Kayumba, Murangira et Rukebesha, ont pris pour lettre morte la décision du congrès de réduire le nombre des agents de la centrale, faute de moyens financiers. Ces messieurs n'ont pas voulu toucher à leurs hommes et une fois que la source de paiement de leurs salaires a tari, ils ont jeté la pierre sur M. Munyakazi.

* En page 15, "Ijambo" publie la décision du Tribunal de Première Instance de Kigali rejetant la cause de la centrale contre son Secrétaire Général et stipulant que le problème doit être exclusivement tranché par le Congrès.

IMVAHO n° 1023 du 1 au 7 novembre 1993.

Il faut aller au fond du problème.

Stéphanie Nyirasafari, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 1.

Les Rwandais sont préoccupés par ce qui se passe au Burundi après l'assassinat du président Melchior Ndadaye. C'est normal car les problèmes du Burundi ressemblent à ceux du Rwanda. A l'arrivée des réfugiés burundais, des troubles ont failli éclater au Rwanda. Heureusement, des mesures ont été prises à temps. Mais cela ne résoud pas le problème. Le noeud de la question réside dans la lutte entre Hutu et Tutsi pour prendre le pouvoir. Rien ne sert de passer sous silence ce problème; il faut plutôt l'examiner à fond.

La langue française a rassemblé les dirigeants de 47 pays à l'île Maurice.

Jean-Baptiste Nubahumpatse, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 2.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays francophones se sont réunis à l'île Maurice du 16 au 18/10/1993. Le Rwanda y était représenté par une délégation conduite par le président de la République, le général major Juvénal Habyarimana. Une des résolutions de ce sommet concerne particulièrement notre pays. Il s'agit de la mise en application de la décision 872 du Conseil de

Sécurité, relative à l'envoi d'une force militaire au Rwanda. Le Rwanda a obtenu en outre un poste au bureau permanent du Conseil de la francophonie. En marge de ce sommet, le président Habyarimana s'est entretenu avec les chefs d'Etat de France, du Zaïre, du Burundi et du Congo. Il a reçu le ministre sénégalais des Affaires Etrangères et l'ambassadeur d'Egypte, représentant le président Hosni Moubarak. Le prochain sommet de la francophonie se tiendra dans deux ans au Bénin.

Le Burundi dans l'impasse.

Alfred Mukezamfura, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 3.

Le journaliste Alfred Mukezamfura se trouvait à Bujumbura, lors du Coup d'Etat qui a renversé le président Melchior Ndadaye. Il rapporte le déroulement des événements en témoin oculaire. Le bruit des canons a été entendu le 21 octobre, à 2 heures du matin. Personne ne savait ce qui se passait jusqu'au petit matin, lorsque Radio Rwanda a annoncé la nouvelle. Peu de jours avant ce coup, rien ne le présagait, sauf quelques articles parus dans les journaux de l'opposition. A Bujumbura, les Rwandais étaient mal vus à cause des informations que Radio Rwanda diffusait sur le Burundi. La crainte des Rwandais n'a été apaisée que lorsque l'ambassade du Rwanda à Bujumbura leur a annoncé qu'elle mettait à leur disposition un véhicule pour les évacuer par le Zaïre vers Bugarama (Rwanda). Le salut du Burundi ne réside que dans l'envoi sur place d'une force militaire de l'ONU et de l'OUA, comme l'a demandé le sommet de Kigali réunissant le Rwanda, le Zaïre et la Tanzanie, le 28/10/1993.

Les Burundais reprennent le chemin de l'exil.

Cyprien Musabirema, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 4.

Depuis la nuit du 20 au 21/10/1993, lorsque les putschistes ont renversé le pouvoir mis en place démocratiquement, le sang a de nouveau coulé à travers tout le Burundi. Le 25/10/1993, à elle seule, la préfecture de Butare venait d'accueillir 212.000 réfugiés burundais. Certains arrivaient blessés par des balles ou les baïonnettes des militaires. La rivière Akanyaru chariait des cadavres comme à l'époque des massacres de Ntega-Marangara en 1988. La région de Butare déjà menacée par la famine, ne sait que faire face à ce flot de réfugiés. Des épidémies de toutes sortes sont aussi à craindre.

La forêt est menacée à travers tout le pays.

Vénéranda Hategekimana, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 5.

Certaines personnes affirment que, cette année-ci, le manque de pluie est la conséquence de la déforestation opérée à travers tout le pays. Ces dernières années, les causes du déboisement sont de plusieurs ordres : guerre, déplacés de guerre, période de transition où l'autorité n'a plus un mot à dire, pratique dite de "libérer". Le ministère ayant les forêts dans ses attributions a mis au point un plan de reboisement à long terme ainsi qu'une stratégie pour protéger les forêts par la population elle-même moyennant une rémunération (cfr tableau au verso).

Pertes occasionnées par la déforestation			
Année	Préfecture	Hectares	Valeur en Frw
1991	Kigali	204	33.900.000
	Gikongoro	2.251	413.649.500
	Cyangugu	372	43.656.000
	Kibuye	321	583.667.000
	Byumba	1.471	287.456.500
	Kibungo	417	72.608.000
	Total	5.092	908.937.000
1992	Kigali	469,42	86.299.360
	Gikongoro	624,05	182.246.260
	Cyangugu	336,41	42.364.015
	Gitarama	624,05	119.526.150
	Byumba	6.653,44	1.254.749.750
	Kibungo	1.352,43	143.274.310
	Butare	1,2	249.600
	Kibuye	2.476,12	366.202.180
	Total	13.255,12	2.194.911.595

Les chiffres de l'année 1993 ne sont pas disponibles, mais on peut affirmer que les pertes se sont multipliées à cause du nombre élevé de déplacés de guerre et des incendies de forêts qui n'ont pas cessé.

Education : nos premières années sont gaspillées.

Florent Kampayana, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, pages 6.

Selon M. Joseph Twagirumukiza, l'enfant qui est aujourd'hui en 2ème année d'école primaire devrait être normalement en 6ème année. Pour rattraper ce retard il faut bien organiser les écoles gardiennes. Dans le système actuel de l'enseignement au Rwanda, l'enfant commence à bien lire et écrire en 5ème année primaire, alors que s'il avait été bien préparé par la gardienne, 3 mois suffiraient. A 9 ans, l'enfant devrait achever le cycle primaire, à 15 ans le cycle secondaire et à 19 ans l'université. Ainsi, il serait pour longtemps utile à la société et à lui-même. Au lieu de chercher à raccourcir le cycle primaire, l'Etat rwandais l'a inutilement prolongé.

GISENYI dispose de beaucoup d'écoles gardiennes.

Florent Kampayana, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 6.

Les parents de la préfecture de Gisenyi se sont rendus compte de l'utilité des écoles gardiennes et se mettent à les promouvoir. Dans chaque commune, il y a au moins une école gardienne. L'année passée on en comptait 27 pour 9 communes. Ces écoles appartiennent presque toutes aux parents. Il est regrettable que ces écoles manquent d'enseignants qualifiés.

KIBUYE : ADEHAMU prend des proportions de projet.

Fraterne Kabanza, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 7.

L'Association de Développement de Hautes Altitudes de Mukura (ADEHAMU) est une association sans but lucratif. Son action s'étend sur les communes de Rutsiro, Mabanza (Kibuye), Gaseke (Gisenyi) et bientôt Kivumu (Kibuye). La

population qu'elle dessert est de 193.483 habitants. L'ADEMU a commencé, en 1985, à l'initiative de Mlle Agnès STIERNET de nationalité belge. Aujourd'hui elle reçoit des aides de plusieurs pays tels que l'Angleterre, la Belgique, la Communauté Economique Européenne, le Canada, le Japon et le Rwanda. Commencée comme une petite association, elle prend aujourd'hui les proportions d'un projet à échelle nationale. Elle compte plusieurs réalisations à son actif. Son programme prévoit des projets à exécuter pour un montant de 442.000.000 Frw.

"Compassion International" : une association qui aide les enfants pauvres.
Hélène Nyirabikali, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 8.

"Compassion International" est une association chrétienne non étatique, qui s'occupe de l'éducation des enfants les plus pauvres dans plusieurs pays dont le Rwanda. Son siège se trouve à Colorado, aux Etats-Unis d'Amérique. Cette association a commencé à fonctionner au Rwanda en 1984. "Compassion International" s'occupe en premier lieu de l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de la majorité, lorsqu'ils sont capables de mener leur propre vie. Elle finance leurs études de l'école gardienne à l'université pour les plus doués. Les moins doués sont orientés vers des métiers pour lesquels ils ont des capacités. Aujourd'hui 9.777 enfants sont assistés par "Compassion International" au Rwanda. 140 d'entre eux suivent le cycle secondaire. Les bienfaiteurs qui aident ces enfants proviennent des pays suivants : Etats-Unis d'Amérique, Canada, Grande Bretagne, Nouvelle Zélande, Australie et France.

L'esclavage sévit encore dans le monde.

Hélène Nyirabikali, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 9.

Depuis plus de 200 ans, l'esclavage a été officiellement aboli dans le monde. Les conventions internationales ne cessent de condamner cette pratique. Et pourtant le Bureau International du Travail (BIT) vient de publier un rapport qui montre qu'au lieu de disparaître définitivement, l'esclavage s'implante dans certains pays du globe. Les cas de travail (forme d'esclavage) se retrouvent dans des pays d'Asie et d'Amérique latine. Au Koweït, les travailleurs originaires des Philippines sont traités en esclaves. En Haïti, les jeunes de 16 ans accomplissent des travaux de 11 heures par jour dans des plantations de canne à sucre. Les cas d'esclavagisme se rencontrent aussi en Inde, au Pakistan, au Soudan et en Mauritanie.

Vérité sur ce qui se passe à la CESTRAR.

Léopold Munyakazi, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 10.

M. Léopold Munyakazi, secrétaire général de la Centrale des Syndicats des Travailleurs du Rwanda (CESTRAR) réfute les accusations portées contre lui. Ces accusations sont contenues dans un article d'Imvaho n° 1020 du 11 au 17/10/1993 (voir Revue de Presse n° 94, page 1). Selon M. Munyakazi, le plan de le faire sauter de son poste de responsabilité a été ourdi par un groupe d'individus, mais il a avorté.

Les maisons de la famille Rajan vont être remises au propriétaire.

Immaculée Mukanyonga, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 11.

M. Rajan a été expulsé du Rwanda en 1973. Il possédait 11 maisons au Rwanda: à Kigali, à Nyabisindu, à Gisenyi et à Ruhengeri. A son départ, M. Rajan a pris soin de laisser ses biens sous la garde de M. Ramji Badru. En 1975, l'Etat rwandais a saisi les maisons de M. Rajan sous prétexte qu'elles étaient sans propriétaire. La famille Rajan a fait des réclamations à maintes reprises. En

1986, le président de la République a donné ordre au ministère des Travaux Publics de réexaminer la question des maisons de M. Rajan. C'est au mois de juillet 1993 que ce ministère a décidé de remettre lesdites maisons à leur propriétaire.

KINIHIRA : la réunion ajournée peut être reprise.

Immaculée Mukanyonga, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 12.

La rencontre entre le gouvernement rwandais et le FPR qui devait avoir lieu à Kinyihira a été ajournée. La raison en est que 13 jeunes gens originaires de la commune Ndusu et appartenant au FPR avaient été arrêtés par des militaires rwandais. Comme ils ont été par la suite remis en liberté, le colonel Kanyarengwe a déclaré aux journalistes que la réunion peut être reprise.

Ils veulent s'enrichir sur le dos des autres.

A. Niyonambaza, Imvaho n° 1023, 1 - 7 novembre 1993, page 12.

La période de transition a laissé croire aux gens malhonnêtes que tout leur était permis. Ils volent au vu et au su de tout le monde. Au comptoir de vente de lait de la laiterie de Nyabisindu, M. Emmanuel et Mme Yolanda vendent la moitié du lait et gardent l'autre moitié pour eux. Cette tricherie date de longtemps mais la direction n'en sait rien; seuls quelques clients connaissent leur truc.

ISIBO n° 115 du 27 octobre 1993.

Mon point de vue : M. NGEZE a anéanti le Burundi.

Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 2.

M. François Ngeze fut un réfugié politique comme les autres burundais qui ont fui les massacres du régime du clan de Bururi. Son retour mystérieux au Burundi, sa nomination directe à la tête du ministère de l'Intérieur ne pouvaient en tout cas que cacher une certaine complicité. Directement après le Coup d'Etat, M. François Ngeze a été présenté comme le meneur du putsch alors qu'en réalité il n'est qu'un homme de paille. Concernant les réactions des Rwandais, le journal "Isibo" condamne ceux qui ont pris ce Coup d'Etat du Burundi comme prétexte pour traumatiser leurs compatriotes tutsi. "Isibo" rappelle que le Burundi n'est pas une partie du Rwanda et que les Burundais sont capables d'arranger eux-mêmes leurs problèmes. Même si les Tutsi du Burundi sont impliqués dans ce putsch, ce ne sont pas les Tutsi du Rwanda qui doivent payer pour leurs actes.

BURUNDI : les Tutsi se rendent eux-mêmes coupables.

Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 3.

C'est au cours de la nuit du 20 au 21/10/1993 qu'un groupe de militaires a opéré un Coup d'Etat renversant ainsi le pouvoir qui avait été élu démocratiquement au mois de juin 1993. Ces ennemis de la démocratie étaient dirigés par des Tutsi extrémistes, nostalgiques du pouvoir, à savoir l'ex-président du Burundi M. Jean-Baptiste Bagaza, le chef d'Etat Major, le lieutenant colonel Jean Bikomagu et l'ancien ministre des Affaires Etrangères, M. Cyprien Mbonimpa. Pour brouiller les cartes, ces putschistes ont pris un Hutu, une marionnette, en la personne de M. François Ngeze, pour être leur président. M. Mayugi, actuel président de l'UPRONA, parti du président déchu Buyoya est aussi dans le coup.

Tuer le président NDADAYE, c'est mettre le feu au Burundi.
Isidore Mbonigaba, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 3.

Le nom de M. Melchior Ndadaye sera indélébile dans l'histoire du Burundi. Après sa victoire aux élections, cet homme a prouvé le contraire de ce à quoi certains s'attendaient : la vengeance des Hutu contre les Tutsi de l'UPRONA qui les ont opprimés et massacrés pendant 30 ans. Il a montré qu'il veut l'unité du peuple burundais. Surpris par sa volonté de construire le Burundi dans la paix et le respect mutuel, l'UPRONA, habituée à pêcher en eau trouble, a tenté plus d'une fois à renverser le président Ndadaye. Ceci ne l'a pas découragé; au contraire, il a amnistié ceux qui voulaient le tuer, libéré les prisonniers politiques, dont M. Cyprien Mbonimpa, et rapatrié l'ex-président Bagaza. Il est vrai que le monde est ingrat ! Le prix de sa bonne action a été son assassinat par ceux-là mêmes qu'il a sauvés. Tuer le président Ndadaye, l'unificateur du peuple burundais longtemps déchiré, revient à mettre le feu à ce pays.

Sommes-nous vraiment attelés à souder les ethnies ?

Isidore Mbonigaba, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 4.

L'espoir d'arriver à l'unité entre les ethnies Hutu et Tutsi se dissipe du jour au lendemain. Jusqu'à présent, on ne peut trouver quelqu'un qui avait lutté pour cette unité plus que le président Ndadaye. La mort de ce dernier ressemble fort à celle du président Thomas Sankara. Les Tutsi qui ont assassiné le président Ndadaye sont ceux-là qui croient encore, et c'est malheureux, qu'ils ont été créés pour gouverner les Hutu. A l'ère actuelle, les Hutu ne peuvent plus le supporter. Ces événements du Burundi peuvent se produire au Rwanda : les deux pays partagent les mêmes problèmes de rivalité ethnique. Au Rwanda, les personnes qui se sont réjouies de ce qui se passe au Burundi, peuvent le payer cher; ceux qui ont été affligés par ces événements sont les plus nombreux.

Démocratie déplorable en Afrique centrale.

Dr. Cyprien Sibomana, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 4.

Pour éviter l'apocalypse en Afrique centrale, le Dr. Cyprien Sibomana nous conseille ceci : *"La majorité est tenue de comprendre la minorité et la minorité est obligée de s'intégrer loyalement au sein de la majorité"*. Selon lui, la dictature, le pouvoir des putschistes provoquent un déséquilibre psychologique et politique qu'il faudra contrôler et gérer efficacement à partir de ce moment, si l'on veut la réussite de la démocratie multipartite (article en français).

Manifestations de règlements de compte.

Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 5.

Le 23/10/1993, les adhérents du MDR ont fait des manifestations de soutien au peuple burundais, manifestations au cours desquelles plusieurs exactions ont été commises. La papeterie de M. Michel Twagirumukiza se trouvant près du Rond-Point a failli être dévalisée uniquement parce que cet homme est pro-Faustin Twagiramungu. Tout au long de la route de Nyamirambo, l'on a signalé plusieurs cas de règlements de compte et de pillages qui ont accompagné ces manifestations. Dimanche le 24/10/1993, la jeunesse du MRND-Interahamwe et celle de la CDR-Impuzamugambi ont pris le relais molestant des passants.

M.D.R "POWER" : mauvaise renommée laissée à Butare.

Demokarasi, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, pages 6 et 7.

Le MDR-PARMEHUTU a organisé un meeting à Butare, le 17/10/1993, contre les recommandations du Conseil de sécurité de la préfecture de Butare. Le stade de Huye était archicomble, mais on ne peut pas affirmer que la population locale

y était majoritaire. Au cours de ce meeting dominé surtout par les propos irrévérencieux à l'égard de certaines autorités, plusieurs points ont été abordés. Les orateurs ont fustigé l'attitude du préfet de Butare; ils ont parlé des dissensions au sein du MDR, des gouvernements actuel et prochain, de l'Invincible et de ses magouilles politiques, des relations Hutu-Tutsi, du MDR-PARMEHUTU et du MDR-PARMEHUTU rénové... A la fin de ce meeting, ses organisateurs ont déçu leurs adhérents. Comme ils avaient pris l'initiative d'aller les transporter depuis leurs communes, ils auraient dû aussi les aider à retourner chez eux. Beaucoup n'ont pas passé la nuit chez eux.

Chercher l'unité des Hutu n'est pas notre objectif.

Isidore Mbonigaba, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 7.

Le 24/10/1993, le président du MDR et Premier ministre du gouvernement de transition à base élargie, M. Faustin Twagiramungu a organisé un meeting à Ruhango, en préfecture de Gitarama. Mme Agathe Uwilingiyimana qui participait à ce meeting a regretté l'attitude de certains Hutu du MDR qui ont oublié leur objectif premier de démanteler le régime dictatorial de l'Incincible, prêchant par contre la ségrégation raciale et l'unité des Hutu. Elle a dit : *"Le MDR n'a pas l'objectif d'unir ses Hutu avec ceux du MRND et de la CDR mais plutôt de chercher l'unité de tous les Rwandais, de toutes les ethnies"*. Prenant la parole à son tour, M. Twagiramungu a rappelé qu'il a adhéré au MDR pour combattre la dictature d'où qu'elle puisse venir et que, pour ce fait même, il ne pourra pas supporter celle des PARMEHUTU.

Ecole Normale Supérieure : les problèmes sont multiples et durs.

Isidore Mbonigaba, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, pages 10 et 12.

Au cours du sommet de la Francophonie qui s'est tenu au mois d'octobre 1993 à Port-Louis (Ile Maurice), le Rwanda a exprimé son projet de créer une Ecole Normale Supérieure. Puisque le pays n'a pas construit les bâtiments pour cette école, on compte l'installer à l'université, au campus de Nyakinama-Ruhengeri mais certains professeurs se montrent réticents pour y retourner. En effet, dans la lettre adressée à M. le Recteur de l'UNR, les professeurs des Facultés des Lettres et des Sciences de l'Education ont démontré, partant des problèmes d'insécurité qu'ils ont rencontrés au cours de ces trois années de guerre et qui persistent encore, qu'ils ne peuvent pas retourner à Ruhengeri : les autorités et la population locales sont hostiles à ceux qu'elles appellent les "étrangers", les Hutu du Nduga et les Tutsi (copie de la lettre en français).

KINIHIRA : ces détours ne nous servent à rien.

Isidore Mbonigaba, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 11.

Les négociations entre le gouvernement rwandais et le FPR devant mettre en place les organes de transition n'ont pas pu se poursuivre le 21/10/1993 : les 13 jeunes gens du FPR qui avaient été détenus au camp militaire de Kigali puis relâchés, n'étaient pas encore retournés à Mulindi, quartier général du FPR. Voulant savoir si ce motif suffisait pour suspendre les négociations surtout que ces jeunes gens ne représentent rien au FPR, M. Pasteur Bizimungu du FPR a rétorqué disant : *"Aussi longtemps que les Droits de l'Homme ne seront pas respectés, nous aurons mené la guerre pour rien"*. Il a ajouté : *"Les postes politiques ne nous préoccupent pas autant que le respect des Droits de l'Homme"*. Pourquoi les Rwandais se jouent-ils des tours ? Il est malheureux qu'il y ait jusqu'aujourd'hui des Rwandais qui prétendent être plus intelligents que les autres. Ce n'est pas en se jouant des tours que les Rwandais régleront leurs problèmes, mais en osant se dire la vérité et en travaillant dans la transparence.

M. SEBATWARE pris en flagrant délit.

J.M.V Rubanda, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 11.

Dernièrement, M. André Sebatware a fait un saut à Mulindi dans la zone contrôlée par le FPR en passant par Nairobi et Kampala. Le motif de son voyage était de persuader les Inkotanyi d'annuler le processus de mise en place des institutions de transition, et si possible, de reprendre la guerre rejetant la responsabilité de la violation du cessez-le-feu sur le dos des Forces Armées Rwandaises. Ceux qui ont suivi de près son voyage nous affirment que sa mission a échoué; les Inkotanyi ont rejeté ses propositions. Selon les mêmes sources, le MRND est derrière le MDR-PARMEHUTU dans ce plan de vouloir faire sombrer le pays dans une nouvelle flambée de violence.

Attention !

Isidore Mbonigaba, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 12.

La situation actuelle mérite attention et clairvoyance. Dans le domaine politique, tous les Rwandais regrettent que le multipartisme inauguré au grand soulagement de la population, ait fait sombrer le pays dans des déchirements de tout genre. Les partis sont nés pour corriger les abus du monopartisme; force est de constater que les fondateurs de ces partis sont ceux qui usent actuellement de la dictature, incitant la population à la violence, prêchant la ségrégation ethnique et régionale et n'ouvrant la bouche que pour fermer celles des autres. Dans le domaine de l'éducation et de la culture, certains journaux consacrent actuellement quelques pages à la sexualité. Même si ces journaux ont soulevé une tempête de critiques dans certains milieux (religieux surtout), ils ne devraient pas s'arrêter aux seules relations sexuelles mais aussi montrer les conséquences de ces actes. Ce que nous cachons à nos enfants, ils le découvrent eux-mêmes, souvent par des expériences qui peuvent être très dangereuses pour eux. Ils faut les guider.

KIGALI-VILLE : les réservistes préparent des manifestations.

Déo Mudahunga, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 13.

Les réservistes qui ont été appelés au début de cette guerre pour épauler leurs collègues, se préparent à manifester dans la ville de Kigali pour pousser le ministère de la Défense à régler leurs problèmes. Ils demandent que les familles qui ont perdu un des leurs sur le champ de bataille soient indemnisées, que les réservistes rendus infirmes par la guerre soient assistés et que leurs indemnités de guerre leur soient versées avant la démobilisation des deux armées.

KIGALI : à l'OPS Rulindo, les meurtres se poursuivent.

Isibo n° 115, 27 octobre 1993, pages 13 et 14.

Après l'assassinat du soldat Maniragaba par le major Kabera (cfr Isibo n° 95 et 107), le 24/9/1993, le soldat Ntawuyirushintege de l'OPS Rulindo est tombé aussi sous les balles de l'adjutant Rutaganda et de ses deux "courreurs". Les meurtriers sont en prison, mais on se demande ce qui manque pour que le major Kabera soit aussi puni.

GITARAMA : les Interahamwe de Taba ont déclenché les troubles.

Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 14.

Lors des troubles qui ont opposé les adhérents du MDR à ceux du MRND, en commune Taba, les 2 et 3/10/1993, ce sont les Interahamwe du MRND qui ont tout déclenché tabassant M. Faustin Harelimana, adhérent du MDR. Ces Interahamwe de la commune Taba étaient appuyés par leurs collègues de la commune Shyorongi, deux d'entre eux avaient des grenades. Le Comité de ligues et associations pour la

défense des droits de l'homme (CLADHO) qui a mené une enquête, remercie le bourgmestre de la commune Taba qui est parvenu à maîtriser la situation, et condamne certains journalistes de l'ORINFOR qui ont pris partie, cachant délibérément la vérité.

BUTARE : que le bourgmestre de la commune RUSATIRA se calme !
André Habineza, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 14.

Le bourgmestre de la commune Rusatira, M. Vincent Rukeribuga, est contre le multipartisme dans sa circonscription. Il étouffe les autres partis en faveur du PSD qui l'a placé à son poste. Le 1/10/1993, il a fait arracher le drapeau du Parti Démocrate (PD) qui avait été hissé à Maza pour le remplacer par celui du PSD. Les démocrates lui demandent de laisser leur parti s'épanouir comme il en a le droit.

GIKONGORO : le pasteur Siméon et M. François MUTANGANA détruisent l'école ESECOMU. Déo Mudahunga, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, pages 14 et 15.

L'école ESECOMU de Musanze a été conjointement construite par les parents et l'Association des Eglises Baptistes au Rwanda (AEBR). Cette école risque de fermer ses portes si les parents ne se lèvent pas pour suivre sa gestion. Le pasteur Siméon de l'AEBR et le directeur de cette école, M. François Mutaganda, détournent ses fonds à leur guise et gèrent l'établissement comme leur propre entreprise. L'école travaille dans un désordre total; la formation des enfants en pâtit.

CYANGUGU : commentaires autour du Coup d'Etat au Burundi.
Gérard Hitayezu, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 15.

Après le Coup d'Etat au Burundi, les réactions et commentaires étaient divers dans la ville de Cyangugu. Un homme de Kamembe disait : *"On vient d'assassiner un nouveau-né (la démocratie) et l'auteur de cet acte ne peut que mourir prématurément"*. Un jeune homme d'ajouter : *"Les Inkotanyi sont derrière ce Coup d'Etat; ils veulent attaquer à partir du Burundi"*. Un pentecôtiste burundais poursuit : *"Dieu qui avait tout arrangé est encore là; prions sans relâche"*. Un douanier achète le journal "Kangura" portant la photo de M. Ndadaye; tout triste il dit au vendeur : *"Excuse-moi, je devais te payer en dollar mais je ne les ai pas sur moi"*. Un employé de l'Etat intervient tout content : *"Croyaient-ils qu'ils allaient manger tout seuls ?"*

KIBUYE : il les a mariés de force !
Déo Mudahunga, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 15.

Le nouveau directeur du Groupe Scolaire de Rubengera, le Pasteur Cyuma, vient de marier ses étudiantes et ses étudiants. Normalement dans d'autres écoles mixtes, les garçons et les filles sont séparés au point qu'ils ne peuvent se rencontrer la nuit. A Rubengera, ce n'est pas le cas; les deux sexes dorment dans une même enceinte et le préfet de discipline n'est pas à l'école pendant la nuit.

GISENYI : ils ont subtilisé l'usine qui devait être installée à Kibuye.
Déo Mudahunga, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, pages 15 et 16.

Une usine à café devait être installée à Musaho en commune Mabanza-Kibuye. Les machines étaient déjà arrivées sur place. Il ne restait qu'à les installer. A Kibuye aussi, était prévu la construction d'un hôtel de 60 chambres et une route asphaltée. Après l'avènement de la IIème République tout a été transféré à Gisenyi. L'usine à café a été transférée sous les yeux de M. Enoch Ruhigira originaire de Kibuye, alors directeur de l'OCIR-CAFE.

RUHENGARI : meeting du M.D.R à Busengo.
Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 16.

Le 24/10/1993, le parti MDR a organisé un meeting en sous-préfecture de Busengo. Les paroles qui y ont été prononcées traitaient du problème hutu-tutsi au Rwanda. Les orateurs ont profité de l'occasion pour condamner les putschistes tutsi du Burundi qui veulent décimer la population hutu.

BYUMBA : le frère Cyrille est retourné parmi les siens à Kisaro.
Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 16.

Le Frère Cyrille est le directeur du Centre de Formation de la Jeunesse de Kisaro. Au cours de cette guerre, ce religieux a rencontré beaucoup de difficultés, taxé à tort d'être complice du FPR. Les militaires rwandais l'ont sérieusement pillé; ils ont même tenté de le tuer avec une balle qui l'a raté de peu. Il a été obligé de quitter le pays. Il est dernièrement revenu parmi les siens, à Kisaro, pour y poursuivre sa mission d'assister les enfants de Dieu.

KIBUNGO : le bourgmestre de Kigarama soutient les malfaiteurs.
Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 16.

L'association des gangsters ATAKI (Attaque) a été créée, en 1990, après le déclenchement de la guerre, par un réserviste M. Déogratias Iyagahanze, habitant de la commune Kigarama (Kibungo). Les cibles de cette association étaient d'abord les ennemis particuliers de M. Iyagahanze, puis les "complices du FPR", et enfin toutes les personnes qui ne sont pas pro-MRND-CDR. Le bourgmestre de la commune de Kigarama appuie cette association; il en est le conseiller.

M. MUNGWAKUZWE détruit l'ARBEF.
Déo Mudahunga, Isibo n° 115, 27 octobre 1993, page 18.

L'Association Rwandaise pour le Bien-Etre Familial (ARBEF) est financée à 90% par la Fédération pour la Planification Familiale (IPPF) qui a son siège à Londres et un bureau à Nairobi pour les pays africains. Pour que l'ARBEF puisse bénéficier de ce financement, on lui demande d'élaborer un programme de travail et un budget qu'elle dépose au bureau de Nairobi au plus tard le 15 octobre. Pour cette année, l'ARBEF risque de ne pas bénéficier de ce financement : ce programme de travail-budget n'a pas pu être fait à temps à cause de M. Mungwakuzwe, directeur de l'ARBEF. Il traumatise ses employés : ceux-ci travaillent dans des conditions difficiles. Il les prive du véhicule de service qu'il utilise pour ses propres affaires et ne leur donne pas de matériel suffisant. Le téléphone est enfermé dans son bureau et il a coupé le fil du fax.

LE FLAMBEAU n° 14 du 18 octobre 1993.

Editorial : les temps actuels.
Le Flambeau n° 14, 18 octobre 1993, page 2.

L'Accord de Paix d'Arusha reste théorique; le FPR attend que le gouvernement rwandais prenne l'initiative, mais celui-ci se montre nonchalant. Les partis politiques sont distraits suite à la situation déplorable de leurs organes dirigeants. Le FPR semble mener le combat seul, malgré que ses adhérents soient maltraités par les soldats gouvernementaux; on est plus qu'inquiet. Le comble c'est le double langage que reprend le président de la République face à cet accord. Sans précision apportée, il le traite d'imparfait; mais il va remercier les pays étrangers pour leur dévouement. Le gouvernement actuel continue à prouver sa faiblesse, jusqu'à devenir l'outil du MRND.

A Washington, le président HABYARIMANA a eu des sueurs froides.
Marie Mukaremera, Le Flambeau n° 14, 18 octobre 1993, pages 3 à 5.

Mme Mukaremera écrit que l'ambassadeur du Rwanda à Washington a préparé une rencontre du président avec les Rwandais de Washington pour le 9/10/1993. Ceux-ci pressentant l'insuffisance de la durée de la rencontre, par anticipation, ont fait parvenir au président de la République leurs desiderata par écrit. Ils ont été surpris du retard du président à la rencontre et de la multitude de membres de la délégation présidentielle, 30 personnes. Plus surprenant, le président n'a fait que le tour de la salle, saluant tout le monde; il s'est arrêté devant le Dr. Charles Murigande, représentant du FPR aux USA, que l'ambassadeur venait de lui présenter. Il a passé avec lui à peu près 20 minutes. Au cours de la rencontre, personne n'a pris la parole; le président a salué la salle ! L'ambassadeur s'est inquiété du tract, de la feuille des desiderata; le Dr. Murigande lui a répondu que de telles questions ne sont jamais signées. Quant au président, il a estimé que sa conférence donnée à Bruxelles répondait à ces questions fondées sur des rumeurs.

Questions et avis des Rwandais de Washington adressés au Président.
Le Flambeau n° 14, 18 octobre 1993, pages 5 et 6.

Les Rwandais de Washington demandent au président s'il est corps et âme déterminé à respecter l'Accord de Paix, surtout qu'il l'avait au départ combattu. Ils lui demandent le pourquoi des armes cachées à Gisenyi et acheminées au Zaïre. Ils lui demandent ce qu'il attend faire concernant sa demande de 4.500 militaires que l'ONU n'a pas satisfaite, décidant de déployer 2.500 hommes seulement au Rwanda. Ils lui demandent ce qu'il projette faire face à l'insécurité qui bat son plein au Rwanda et qui a même été à l'origine de l'exil de l'ex-ministre de la Défense et de l'ex-Premier ministre. Ils lui demandent quelle action il envisage pour empêcher le gouvernement de démanteler les postes du FPR et d'empiéter sur le programme du gouvernement de transition à base élargie. Ils dénigrent la mauvaise gestion des devises du pays, causée aussi par la multitude des membres des délégations à l'étranger. Ils lui disent qu'il est abominable que lui, sa famille et ses proches collaborateurs soient accusés de divers crimes: ils affirment croire que cela résulte du fait qu'il n'a jamais condamné avec énergie ces criminels; ainsi, ils lui demandent ce qu'il attend faire pour qu'une telle criminalité soit bannie et que les vrais auteurs soient sanctionnés.

M. Joachim NTIBANDEBA fourni davantage d'indices.
Obed Bazimaziki, Le Flambeau n° 14, 18 octobre 1993, pages 6 et 7.

M. Joachim Ntibandeba donne la suite de son témoignage sur l'exécution sommaire des politiciens de la première République à la prison de Gisenyi qu'il dirigeait lui même (voir Le Flambeau n° 13, Revue de presse n° 92). La grâce présidentielle de 1979 est intervenue, le président sachant bien que ces personnes supposées grâciées avaient été liquidées sous son ordre. Selon lui, la dissolution de la Cour martiale au cours de la même période rentre aussi dans les manoeuvres de M. Habyarimana contre ces mêmes prisonniers. De plus, continue-t-il, le président Habyarimana a transgressé la loi en ordonnant que les familles qui ont perdu un de leurs membres, politicien de la première République, soient indemnisées, sachant bien que le cas de ceux-ci n'avait pas encore été juridiquement tranché, qu'en plus de cela les dommages-intérêts sont déterminés par la Cour.

* L'assassinat de MM. Pierre Désiré Cyarahani et Théodomir Sembagare, accusés dans ce dossier, l'incendie du Tribunal de Première Instance de Ruhengeri ont été orchestrés par les commanditaires de la liquidation des dits politiciens, comme moyen d'effacer les traces de leurs poursuites judiciaires. M. Ntibandeba

ne se limite à cela, il dit également que, contrairement à ce qu'a affirmé le colonel Sagatwa à la BBC le 19/11/1992, le lieutenant colonel Charles Uwihoreye confirme qu'il est victime de n'avoir pas exécuté l'ordre reçu de ce colonel, lors de la libération de la prison de Ruhengeri par le FPR en date du 23/1/1991, lequel ordre lui commandait de réduire la prison en cendres, toujours dans l'objectif d'effacer les traces de ces meurtres, conclut M. Ntibandeba.

Une semaine en territoire F.P.R.

Obed Bazimaziki, *Le Flambeau* N° 13, 18 octobre 1993, pages 10 à 12.

Après un séjour, la première semaine d'octobre 1993, en territoire contrôlé par le FPR, M. Obed Bazimaziki déclare que ce territoire se distingue par sa sérénité. La population civile qui a fui les Forces Armées Rwandaises vers le FPR est plus libre que précédemment; en exemple, il dit que lors de la visite de ARDEVI TABARA, une association de défense des droits de l'homme, les paysans ont préféré rester occupés par les travaux champêtres que d'aller accueillir l'aide apportée; à cet effet, ils ont mandaté leur représentant, un conseiller communal. Cependant, faute de la présence de toute la population, l'association s'est refusée à donner toute l'aide apportée. Les Inkotanyi expriment leur amour envers les Rwandais et leur demandent de s'unir afin de pouvoir lutter pour la démocratie et de ne point prêter oreille aux idées divisionnistes. Ils leur demandent enfin de tenir ferme et leur promettent leur soutien.

Le président NDADAYE a été renversé.

Le Flambeau n° 14, 18 octobre 1993, page 13.

Ne s'attendant pas au drame tragique d'ingratitude au Burundi, "Le Flambeau" relate les premières heures du Coup d'Etat militaire contre le président Ndadaye. Revoyant un peu le climat qui régnait avant ce coup, "Le Flambeau" écrit que ce climat était malsain suite à la vitesse de croisière qu'entreprenait le changement de la situation au Burundi. Avec quelques exemples, "Le Flambeau" dit qu'un paysan rapatrié s'en prenait à celui qui avait occupé sa terre, l'obligeant de déguerpir même avec ses réalisations, fut-elle une maison à étages ! Les hauts fonctionnaires, tutsi ou hutu, qui n'étaient pas membres du FRODEBU étaient remplacés par des "Frodebistes". L'Armée quant à elle allait subir une réforme radicale : démobilisation partielle, nouveaux recrutements dans diverses régions et ethnies du pays, et mise à la retraite de certains officiers.

Conférence de presse des parlementaires du Parti Libéral.

Adrien Rangira, *Le Flambeau* n° 14, 18 octobre 1993, page 14.

Le 19/10/1993, les députés élus du PL élargis aux membres des bureaux préfectoraux du parti ont tenu une conférence de presse au cours de laquelle ils ont démenti les propos de leurs leaders MM. Mugenzi, Ntamabyariro et Mbonampeka, selon lesquels ceux-ci dirigeront à eux seuls le parti conformément à l'article 65 du statut du parti. Les députés ont expliqué que le mandat de deux ans imparti à ces personnes a expiré le 14/7/1993. Par conséquent, ont-ils poursuivi, les décisions de ce comité, postérieures à cette date n'ont aucune validité. Comme exemple de ces décisions, les députés ont notamment cité la dissolution de certains organes du parti. Les députés stipulent que le parti est dirigé par un Conseil National, organe comparable au Bureau Politique au MDR ou au PSD ou au Comité Central du MRND. L'assemblée a même dénoncé le plan machiavélique de M. Mugenzi de faire passer aux élections des membres du MRND afin que ceux-ci participent au Congrès. A ce sujet, l'assemblée a précisé que selon le communiqué n° 498/04.09.01 du 15/10/1993, est membre du parti quiconque est reconnu par les organes dirigeants.

MM. MUGENZI, MBONAMPEKA et Mme NTAMABYARIRO traduits en justice.

Obed Bazimaziki, Le Flambeau n° 14, 18 octobre 1993, page 14.

Le 6/10/1993, M. Landoald Ndasingwa a engagé une action en justice, au Tribunal de Première Instance de Kigali, contre MM. Mugenzi, Mbonampeka et Mme Ntamabyariro. Ils les accusent de mauvaise volonté car il ne veulent pas lâcher les organes dirigeants du parti alors que leur mandat a expiré le 14/7/1993. Ce faisant, M. Ndasingwa veut que le Tribunal ramène ces personnes à la raison, et efface les décisions prises par le Comité Directeur du PL postérieurement au 14/7/1993.

Zone tampon : le F.P.R lutte pour pouvoir y soigner la population.

Obed Bazimaziki, Le Flambeau n° 14, 18 octobre 1993, page 15.

Alors que le FPR veillait à la bonne santé de la population de la zone qu'il occupait après son retrait de son nouveau territoire conquis le 8/2/1993, personne ne s'occupait, de cette tâche dans la zone tampon, malgré que selon l'Accord de Kinyinya c'est à l'Etat rwandais que la tâche incombe. Face à cette nonchalance, le FPR a repris son acte caritatif; l'Etat rwandais a désapprouvé que l'acte soit mené par les médecins du FPR, car ce sont des militaires, disait-il. Le FPR lui a rappelé la Convention Internationale de Genève en la matière. De plus, s'il lui est permis de mener des activités politiques dans la zone tampon, il ne voit pas comment il inviterait un malade à un meeting pour le soigner par après. Tout est bien qui finit bien; actuellement, l'Etat s'adonne à la collaboration des médecins des deux côtés pour sauver ces personnes.

NYABARONGO n° 16, octobre 1993.

La population de Gitarama en a marre de l'injustice.

MDR-Gitarama, Nyabarongo n° 16, octobre 1993, page 2.

Dans son communiqué "Le MRND reprend ses actes de violence en préfecture de Gitarama", le secrétariat du MDR-Gitarama condamne le procureur Paulin Nkubiri pour ses arrestations arbitraires des adhérents du MDR et les Interahamwe du MRND qui veulent entraîner la préfecture de Gitarama dans une flambée de violence. Il fonde ses inquiétudes sur l'emprisonnement injuste de l'adhérent du MDR, M. François Ndolimana et sur les événements sanglants qui ont dernièrement endeuillé la commune Taba et dont la responsabilité incombe aux Interahamwe. Le secrétariat du MDR-Gitarama demande à la population d'être toujours vigilante pour ne pas tomber dans le piège de ceux qui veulent semer les troubles dans leur préfecture. Il demande enfin le départ du procureur Nkubiri et met en garde Mme Agathe Uwilingiyimana pour ses manœuvres qui ne visent qu'à incendier la préfecture de Gitarama.

* De la troisième à la septième page, Nyabarongo publie le programme politique du FPR dans lequel se trouve un préambule qui analyse la situation politique, sociale et économique du Rwanda depuis la 1ère République jusqu'à la veille de la "guerre d'octobre" et une partie qui nous trace les objectifs du FPR qui se résument en 8 points.

Adieu à la Caisse d'Épargne !

Charles Bideri Munyangabe, Nyabarongo n° 16, octobre 1993, page 7.

La Caisse d'Épargne du Rwanda (CER) ferme ses portes; pour du bon le président Habyarimana, sa famille et ses proches (le clan) la vident comme ils ont vidé la SOMIRWA et le TRAFIPRO. La CER a été le patrimoine des hommes du clan. Quand l'un d'eux rêvait de posséder un camion, une maison, une voiture de

luxe, de se taper une belle fille (Ikizungerezi) ou de garnir son compte à l'étranger, on lui donnait la recommandation d'aller y prendre autant d'argent qu'il en voulait pour satisfaire ses besoins. C'est ainsi que la CER a été ruinée. Dans le cadre du rapatriement des réfugiés rwandais, il faudrait aussi voir comment rapatrier l'argent des pays où il se trouve !

M. Albert BASOMINGERA embourbe le service des douanes.
Nyabarongo n° 16, octobre 1993, page 8.

M. Albert Basomingera est directeur général des douanes. Il n'y a pas deux ans qu'il a été nommé à ce poste, mais il y a tout chambardé. Au lieu de s'occuper de ses fonctions de direction, il fait le service de la Brigade mobile, courant chaque jour derrière la fraude des marchandises. Ne pouvant pas supporter cette attitude, ses subalternes lui ont écrit une lettre, le 6/5/1993, lui rappelant que ce qu'il fait ne cadre pas avec ses fonctions. Les signataires de cette lettre sont actuellement menacés. M. Albert est aussi aux prises avec des commerçants-importateurs. Il a envoyé des contrôleurs de douane à Nairobi, Dubaï et ailleurs, pour y vérifier les prix des marchandises qui sont commercialisées au Rwanda. Quand ces importateurs arrivent à la douane et présentent les factures, il ne les accepte pas disant que ce sont de fausses factures. M. Albert fait tout cela pour que les commerçants aient peur et lui versent d'importants pots-de-vin, provenant à la vente aux enchères de leurs marchandises.

Mme Philomène MUKABARALI n'a jamais détourné les aides alimentaires des déplacés. Nyabarongo n° 16, octobre 1993, page 8.

Certains journaux et même Radio Muhabura ont répandu l'information selon laquelle Mme Philomène Mukabarali a détourné et stocké à l'IPHAR, 302 sacs de lait en poudre destinés aux déplacés de guerre. Le journal "Nyabarongo" qui a poursuivi cette affaire, a trouvé non fondées ces informations. Les 302 sacs dont il est question ont été livrés par le HCR à l'école d'hôtellerie APEHOT, dirigée par Mme Philomène, comme équivalant du minerval des réfugiés burundais étudiant dans cet établissement. Pour être plus convaincant, "Nyabarongo" reproduit la lettre qui a été écrite le 21/1/1993 par Mme Solange Sézaine du HCR, autorisant la livraison de ces sacs à l'APEHOT.

Mic-Mac au MINIFIN pour 100.000.000 Frw; la RWANDEX fait chanter le gouvernement. T. Muberantwari, Nyabarongo n° 16, octobre 1993, page 9.

Le marché de transit du café rwandais pour la campagne-café 1993-1994 disputé entre les sociétés STIR et RWANDEX fait couler beaucoup d'encre. Ce marché a été officiellement attribué à la STIR le 24/6/1993, mais on a été surpris d'apprendre par après que le ministre des Finances a ordonné au ministre du Commerce de "*Négocier ce marché avec Sea Air Forwarders International LTD*" (SAFI). SAFI est une des sociétés-écran de la RWANDEX dont, selon la rumeur, la famille présidentielle est l'un des principaux actionnaires. Ce qui est vrai dans cette histoire, c'est que la SAFI aurait versé des pots-de-vin à des personnalités politiques de Kigali pour que, le moment venu, elles puissent fermer les yeux et ne pas rétablir la STIR dans ses droits. Interrogé à propos de ce marché, le ministre Rugenera a répondu qu'il n'a touché aucun pot-de-vin, que plutôt la RWANDEX fait chanter le gouvernement rwandais. En effet, la RWANDEX menace ce dernier : si le marché n'était pas attribué à sa filiale de Mombasa SAFI, le café rwandais pourrirait dans les entrepôts MAGERWA puisque la RWANDEX ne s'occuperait plus du volet vente du café rwandais (article en français).

Les accusations portées contre le ministre GATABAZI sont-elles fondées ?

M. Emile Nyungura est un menteur...

Théoneste Muberantwari, Nyabarongo n° 16, octobre 1993, pages 10 et 11.

Après avoir lu les accusations de M. Emile Nyungura portées contre le ministre Gatabazi à travers les journaux "Isibo", "Le Messenger", "Kangura"-Spécial Burundi, "Ibyikigihe", j'ai (Théoneste) fait mes enquêtes secrètes pour voir où réside la vérité. Dans ces enquêtes, j'ai pu constater que tout ce que M. Emile Nyungura disait relève de la jalousie parce que je n'ai pas trouvé d'indices accusant le ministre Gatabazi.

RWANDA RUSHYA n° 50-51, octobre I 1993.

Editorial : la politique n'est pas un jeu de cache-cache.

André Kameya, Rwanda Rushya n° 50-51, octobre 1993, page 1.

Dans le jeu de cache-cache, l'enfant que ses compagnons de jeu ne parviennent pas à découvrir crie victoire ! Nos politiciens imitent ces enfants: Habyarimana, en maître, crie victoire d'une façon étrange. A l'étranger, celui-ci déclare même que les partis politiques au Rwanda traversent actuellement une crise de croissance. Sur tous ces politiciens, le constat est le même : leur cachette se trouve derrière un immense arbre de ségrégation ethnique; chacun, à sa façon, lutte pour son intérêt personnel au détriment de l'intérêt collectif. Face à une telle situation, nous dénoncerons leurs mauvais actes afin qu'au jour des élections vous choisissiez les éléments utiles. Par ailleurs, ceux-ci doivent se manifester à temps, afin que les Rwandais gardent espoir en eux.

Oui, le F.P.R arrive !

Joseph Mudatsikira, Rwanda Rushya n° 50-51, octobre 1993, page 5.

Le premier indice de l'engagement du FPR sur la scène politique intérieure est la rencontre à Mulindi, en août 1993, des représentants du FPR à l'étranger, au cours de laquelle l'on a mis sur pied le programme et les objectifs du FPR. Dans la zone qu'il contrôle, le FPR a créé des écoles d'enseignement politique relatif aux problèmes du pays. Le FPR s'est trouvé des adhérents à travers le pays. De plus, ces derniers temps, le FPR a souhaité la tenue sur son territoire d'un débat sur la réconciliation des Rwandais auquel participeraient différentes couches de la société rwandaise. Par ailleurs, le bataillon de 600 militaires du FPR devant assurer la sécurité des officiels à Kigali, est prêt.

Autofinancement du F.P.R : un modèle pour le pays.

Joseph Mudatsikira, Rwanda Rushya n° 50-51, octobre 1993, pages 8 et 13.

Les membres du FPR, conscients de la cause de leur lutte, font tout leur possible pour assurer les finances de leur "famille" de divers ordres. Aussi, le FPR compte à son actif des activités qui répondent à certains de ses besoins; ainsi, il gère parcimonieusement ses fonds. De par cette politique, le Dr. Rwamasirabo, chargé de la logistique au FPR, affirme que celui-ci n'a aucune dette financière.

Coup d'Etat au Burundi, agonie d'une preuve.

Joseph Mudatsikira, Rwanda Rushya n° 50-51, octobre 1993, pages 9 et 10.

Le Burundi, pris comme signe de démocratie en Afrique, s'est hissé sur la plate-forme politique internationale, en un laps de temps très court; l'espoir de la réussite de cette expérience s'estompe de la même façon. Toutefois,

l'application rapide du programme de M. Ndadaye qui brutalisait certains burundais dont l'Armée, est à l'origine de cette situation. L'on dit même que le plan Mitterrand-Habyarimana-Ndadaye d'orienter les militaires français du Rwanda vers le Burundi pour renforcer Ndadaye n'est pas abandonné pour autant qu'il y a eu Coup d'Etat. L'on s'interroge beaucoup sur ce manque d'accord entre l'armée et la présidence, quand bien même rien ne peut justifier les assassinats observés. Par ailleurs, les autorités légales du Burundi doivent éviter de remplacer une tâche par un trou; le refus de dialogue avec les putschistes peut facilement amener ceux-ci à des actes irréfléchis.

Le Rwanda n'est pas le Burundi et vice versa.

André Kameya, Rwanda Rushya n° 50-51, octobre 1993, page 11.

Depuis 1959, les politiciens rwandais se soucient beaucoup de ce qui se passe à Bujumbura : certains Rwandais hutu se sentent frères de Burundais hutu plus qu'avec d'autres ethnies du Rwanda. Notez également que les malheurs qui s'abattent sur le Burundi sont toujours fomentés par des Rwandais : en 1965, les hommes du PARMEHUTU ont invité leurs frères burundais de faire une révolution à leur instar, mais l'on a vu plutôt des troubles ethniques. En 1972, la "République du Soleil" prêchée par les Hutu, Rwandais et Burundais, en vue de regrouper les deux nations en un seul pays, a déclenché des massacres au Burundi; les rescapés ont trouvé exil au Rwanda. Ceux-ci ont alors servi de levain des troubles de 1973 au Rwanda où dès lors, les Rwandais tutsi se sont vus privés de leur valeur pour l'accorder aux Burundais hutu.

* M. Kameya poursuit son analyse disant qu'une fois le problème ethnique posé, le patriotisme devient le dernier des soucis de certains. Ndadaye meurt, les Karamira font une chasse à la sorcière, les Tutsi ! Pourtant et d'une part, Kayibanda et Gapyisi, deux personnalités hutu, sont morts, et personne n'a bougé; d'autre part, plus de 10.000 Tutsi "complices du FPR" ont été arrêtés au Rwanda, mais les Burundais tutsi sont restés calmes. Kameya continue disant que le président Ndadaye, en qui les Burundais avaient placé leur confiance, a peu après, pris la démocratie pour le pouvoir de la majorité hutu sur les Tutsi. Après le Coup d'Etat au Burundi, imprudents, nos politiciens ont fait appel à l'union des Hutu contre les Tutsi, le patriotisme devant précéder leur égocentrisme hutu.

Coup d'Etat au Burundi : on est maudit.

Joseph Mudatsikira, Rwanda Rushya n° 50-51, octobre 1993, page 12.

Ce Coup d'Etat nous ne l'imputerons pas aux seuls putschistes connus. Les Coups d'Etat au Burundi, comme ailleurs en Afrique, sont aussi imputables à l'histoire récente et donc, à ceux qui l'ont faite. En premier lieu, nos colonisateurs, sous leur régime, ont cultivé l'intolérance, le pouvoir par la force et l'assassinat comme pratique politique. Le Rwanda, passant aujourd'hui pour le fer de lance de la résistance au Burundi, est le modèle d'un pays contrôlé par une puissance étrangère. Il ne faut cependant pas condamner les colonisateurs et les néocolonialistes et disculper les nationaux africains, "bons élèves" du "bon maître" (article en français).

Le sénateur KUIJPERS met à nu le président HABYARIMANA.

Rwanda Rushya n° 50-51, octobre 1993, pages 14 et 15.

"Rwanda Rushya" reproduit, traduite en Kinyarwanda, la lettre que le sénateur belge, M. Willy Kuijpers a adressée au président Habyarimana en date du 2/10/1993. Il accuse ce dernier, les membres de sa famille et ses proches collaborateurs de diverses exactions et abus du pouvoir. Le terrorisme et

assassinats politiques, le monopole sur l'appareil économique du pays, la production et le trafic du chanvre indien... Autant de crimes présentés par le sénateur, invitant le président à y apporter des réponses au cours d'une conférence de presse qui était prévue lors de sa visite en Belgique.

La Démocratie : mode d'emploi.

Rwanda Rushya n° 50-51, octobre 1993, page 19.

"Rwanda Rushya" publie un article tiré de "Bukeye Neza" n° 1 (de septembre 1993), bulletin né avec l'accord de paix et édité à Genève. L'article fait un constat sur ce multipartisme : "(...) N'importe qui peut pourtant constater que ce ne sont pas des débats d'idées ni des questions de programmes qui dominent la scène politique dans notre pays. Entre les partis et à l'intérieur de ceux-ci au contraire, ce sont les querelles de personnes qui prévalent. Les échanges passionnels qui opposent nos politiciens confirment cette constatation. Est-ce la maladie infantile du pluralisme politique ? Osons l'espérer, en attendant que la maturité vienne aussi vite que l'impose l'urgence des problèmes." (article en français).